

**nouvelle
DONNE**



Non à la loi El Khomri

Elle accentue la pression sur les salariés et sur les PME
sans aucun impact positif sur l'emploi !

Inciter les entreprises en difficulté à licencier plutôt que de les aider à garder leurs salariés ne fera qu'augmenter le chômage et les délocalisations.



Faire primer les accords d'entreprise sur la loi commune suppose qu'il n'y a pas de rapport de subordination entre le patron et les salariés !

Déréguler le marché du travail, c'est considérer le travail comme une marchandise, c'est ce que préparent les traités de libre-échange CETA et TAFTA !

La loi El Khomri est un pas de plus dans la mauvaise direction.

**Nouvelle Donne propose des mesures concrètes
pour lutter contre le chômage sans attendre la croissance**

Rejoignez Nouvelle Donne pour **REPRENDRE LA MAIN !**

contact@nouvelledonne.fr

LES PROPOSITIONS DE NOUVELLE DONNE POUR REPRENDRE LA MAIN

Lutter contre le chômage et les licenciements

Le chômage explose. Sa courbe n'a pas été inversée. Les dernières mesures annoncées concernant la réforme du Code du travail aggraveront encore la situation. Au Canada et en Allemagne, au lieu de licencier, les entreprises en difficulté réduisent le temps de travail et gardent tous leurs salariés. Ceux-ci conservent l'essentiel de leur revenu grâce à des aides publiques. Mieux vaut garder les salariés et leur savoir-faire ! Si la France avait adopté ce système elle aurait des centaines de milliers de chômeurs en moins !

Négocier un nouveau partage du travail tout au long de la vie

Le partage du travail imposé par le marché est stupide : des millions de chômeurs font 0 heure/semaine alors que des millions de salariés travaillent trop ! Travailler plus, comme cela est proposé par le Medef et le gouvernement, mettra mécaniquement plus de gens au chômage. Pour sortir de ce non-sens, il faut négocier un nouvel équilibre entre travail, temps libre et formation tout au long de la vie.

Développer le logement et lutter contre la précarité

Face à la pénurie de logements, à la précarité croissante et à la montée de la pauvreté, Nouvelle Donne propose d'utiliser les 36 milliards du Fonds de Réserve des Retraites, actuellement placés sur les marchés financiers, pour les investir dans la construction comme cela se fait aux Pays-Bas.

Soutenir les PME

La plupart des grandes entreprises n'ont pas besoin d'aides de l'Etat. Nouvelle Donne veut réorienter ces aides, notamment le CICE, au profit des PME créatrices d'emplois et attribuer à celles-ci au moins **20% de la commande publique**. L'Etat, via la Caisse des dépôts, doit aider les PME dans la gestion de leur trésorerie. Les crédits et réductions d'impôt doivent être mieux contrôlés.

Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires

La pseudo réforme de 2013 n'a pas réduit le risque d'implosion du système. Pour protéger notre épargne et pousser les banques à financer les PME, Nouvelle Donne demande une **séparation totale des banques de dépôt et des banques d'affaires**, semblable à celle votée par Roosevelt en 1933.

Lutter contre les Paradis fiscaux

Pour lutter contre les paradis fiscaux (50 milliards de manque à gagner chaque année pour notre pays), Nouvelle Donne proposera **une loi qui supprime tout secret bancaire** en Europe (comme la loi FATCA aux USA), interdise l'accès aux marchés publics aux entreprises ayant des implantations dans de tels territoires et lutte contre les transferts de bénéfices à l'étranger.

Repenser l'Europe

Le projet européen est en panne et suscite la défiance des citoyens (le TAFTA, par exemple). Les traités doivent être renégociés. Pour combattre les délocalisations, le dumping social et le dumping fiscal, Nouvelle Donne a rédigé un **Traité de convergence sociale** et propose l'instauration d'un **impôt européen sur les bénéfiques**. Ce dernier priverait de tout intérêt l'implantation de sociétés dans des paradis fiscaux situés au cœur même de l'Europe (Luxembourg, Irlande...).

Agir pour le climat

L'accord trouvé à la COP21 ne résoudra pas l'urgence climatique. La BCE, pour simplement sauver les banques, a été capable de mettre 1000 milliards sur la table. Une initiative identique doit être prise pour le climat. Chaque année, la France pourrait ainsi emprunter 20 milliards à taux 0 pour financer l'isolation des bâtiments et développer des moyens de transports plus économes en énergies fossiles. Une telle initiative créerait plusieurs centaines de milliers d'emplois et ferait **économiser jusqu'à 1000 euros par an et par famille**.

Recréer du lien et de la cohésion sociale

Le lien social se disloque. L'éducation, la culture et la recherche sont les parents pauvres des politiques économiques actuelles. L'affaiblissement du tissu associatif et des services publics accroît les antagonismes sociaux et fait le lit des extrêmes. Il faut redéfinir les priorités et **réaffecter les financements nécessaires** afin de combattre la montée des intégrismes, de l'intolérance et de l'exclusion.

